Les monnaies de nécessité à Lyon (1914-1922)

Audrey Soria

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/229>

DOI : 10.4000/ress.229

ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2007

Pagination : 177-184

ISBN : 978-2-600-01155-6

ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Audrey Soria, « Les monnaies de nécessité à Lyon (1914-1922) », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLV-137 | 2007, mis en ligne le 01 juillet 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ress/229> ; DOI : 10.4000/ress.229

Audrey SORIA

LES MONNAIES DE NÉCESSITÉ A LYON (1914-1922)

La Première Guerre mondiale est l'événement catalyseur pour la création de monnaie de nécessité : d'août 1914, première émission de coupures, à novembre 1922, dernière émission de jetons. Les institutions consulaires sont, durant cette période, les principales émettrices : les chambres de commerce sont des établissements d'utilité publique, dont les attributions et les actions sont fixées par la loi et contrôlées par l'Etat. La zone de diffusion des monnaies de nécessité peut varier : à Lyon, elle correspond, non pas à la circonscription consulaire, mais à une « région lyonnaise » sur laquelle s'exerce l'influence de la place d'affaires de Lyon. Les monnaies de nécessité apparaissent, ainsi, comme un indicateur du rôle dévolu aux chambres de commerce dans l'organisation de l'économie locale.

I. LE TEMPS DES MONNAIES DE NÉCESSITÉ

La première émission de billets par les chambres de commerce, en août 1914, s'inscrit tout à fait dans la ligne de la politique financière du gouvernement. Elle a pour objectif de suppléer à la thésaurisation de la « bonne monnaie », et d'empêcher tout effet de panique en maintenant un certain nombre de billets en circulation. En ce sens, elle est un prolongement des directives de la « Circulaire bleue » et du vote du Parlement du 4 août 1914 portant sur l'augmentation du plafond d'émission.

Ce recours à des monnaies de nécessité n'est pas nouveau. Déjà, au cours de la guerre franco-prussienne de 1870, une telle solution avait été envisagée, et mise en pratique à Paris et dans quelques villes. Toutefois, cette expérience n'avait pas alors bénéficié de la garantie de la Banque de France. Elle s'apparentait, plutôt, à une réponse privée pour des besoins financiers privés. Avec la Première Guerre mondiale, ce qui change, c'est d'abord la systématisation sur l'ensemble du territoire, du recours à ces monnaies. Et surtout, l'intervention de l'Etat qui encadre et garantit désormais de telles émissions.

1. Une monnaie de complément

La décision de recourir à une monnaie de nécessité est très rapide. En effet, dès le 7 août, la chambre de commerce de Paris adresse au ministre des Finances une demande d'émission, soit une semaine seulement après la déclaration de guerre. Le 8 août, la chambre de commerce de Lille réactive la banque d'émission créée

en 1870. Ce premier temps, d'août 1914, est en fait un temps de prévention pour empêcher toute rupture profonde dans la marche des affaires. Il permet d'enclencher un processus de préparation progressive à l'entrée en guerre de l'économie. En août 1914, il ne s'agit encore que de prévenir le manque. Cet état d'esprit est sensible dans le discours de la Chambre de commerce de Lyon. La délibération du 14 août 1914, officialisant l'émission de monnaies de nécessité, s'appuie sur des considérations « de raréfaction momentanée de la monnaie », de « gêne sensible », « d'inconvénients dans le paiement des petits achats et des salaires ». La Chambre de commerce de Grenoble dans une lettre adressée à Lyon, le 17 août, parle, elle « de prétexte du manque de monnaie divisionnaire ». En ce sens, elle se rapproche de la position du directeur de la succursale de la Banque de France à Lyon qui s'étonne des « difficultés que le public prétend avoir à se procurer des coupures de 20 et 5 francs ». Et il poursuit : « nous vous serions obligés de nous donner quelques précisions sur le manque qu'ont cru devoir vous adresser les auteurs de ces plaintes »¹.

Toutefois, avant de prendre sa délibération, la Chambre de commerce de Lyon a cherché à s'assurer d'un certain nombre d'appuis. Dès le 8 août, en effet, elle se renseigne auprès de la Chambre de commerce de Paris et demande à se procurer un spécimen des billets envisagés par cette Chambre, afin, écrit-elle, « d'assurer l'unité de rédaction des billets de petites coupures ». Le 12 août, elle décide de passer commande de 1,5 million de coupures de 1 franc et d'un million de coupures de 0,50 franc. Elle écrit alors à d'autres chambres de commerce, dont celle de Marseille, susceptibles de s'associer à son action, et insère un avis dans la presse, faisant part de sa délibération. La Chambre de commerce de Grenoble demande des renseignements. Les Chambres de commerce de Tarare et d'Annonay demandent à participer directement à l'émission de Lyon². Ce n'est que le 28 août, finalement, que la Chambre de commerce de Lyon reçoit l'autorisation du ministère du Commerce d'émettre « jusqu'à concurrence de 2 millions de coupures de 1F ». La distribution commence le 14 septembre, soit à peine un mois après sa délibération.

Un seul incident majeur de refus de ces monnaies est relevé. C'est peu. Car, il n'y a pas, en ces premiers mois de guerre, de textes législatifs ou de circulaires ministérielles qui encadrent l'émission de monnaies de nécessité. La Chambre de commerce de Lyon en est elle-même consciente : « l'acceptation de nos coupures n'est point obligatoire, même dans notre circonscription, et repose sur la confiance que notre compagnie peut inspirer pour la régularité de leur échange contre des billets de banque en valeur toujours égale à leur circulation »³. Les billets sont cependant acceptés, proclame la Chambre de Lyon, « par toutes les caisses de l'Etat, la Banque de France, la Compagnie PLM, la Compagnie OTL (omnibus), les banques et autres administrations, et par tout le commerce de la

¹ Lettre du 18 août 1914, Chambre de commerce de Lyon (désormais CCL).

² « Il nous paraît inutile de faire à Annonay une pareille émission, et je viens simplement vous demander, si vous ne pourriez pas, sur l'émission de la CCL, remettre à notre compagnie un chiffre de 20 à 25 000 francs afin de faciliter les paies hebdomadaires de ses industriels » – Lettre de la Chambre de commerce d'Annonay à CCL, 20 août 1914.

³ Lettre CCL au ministre du Commerce, 29 août 1914.

région lyonnaise »⁴. Seuls les préposés de la Compagnie de tramways de Lyon à Neuville, de fait, semblent refuser les coupures de la chambre. Il faut, pour expliquer ce refus, tenir compte de deux éléments. Tout d'abord, les compagnies de transport sont, au cours des mois de septembre et d'octobre 1914, les premières exposées à la circulation de ces nouvelles petites coupures, celles pour lesquelles, justement, le déficit est le plus grand. Cette compagnie a dû faire face, comme la Compagnie de transport lyonnais, OTL, à un afflux important de ces coupures en peu de jours. Toutefois, et c'est le second élément, si les coupures reçues par la Compagnie OTL restent dans un circuit, en quelque sorte fermé, à l'intérieur de l'espace urbain de Lyon, la Compagnie des tramways de Lyon à Neuville, elle, est confrontée au périurbain et au monde rural⁵. Les plaintes cessent à partir de novembre 1914. Est-ce le signe que les monnaies de nécessité ont pénétré réellement les environs de Lyon et les campagnes lyonnaises ?

A la fin de l'année 1914, la Chambre de commerce de Lyon n'a pas encore mis en circulation la totalité des coupures émises : un quart, soit environ 500 000 francs, reste encore en réserve. La situation monétaire semble être rassurante, à tel point que la Chambre de commerce envisage d'employer le fonds résiduel en achat de bons de la Défense nationale (ce qui lui est alors refusé). En mars 1915, la dernière tranche de coupures est finalement mise en circulation, et la Chambre de commerce arrête les comptes de cette opération. A cette date, l'émission de monnaies de nécessité est une opération unique, dont le renouvellement n'est pas prévu⁶.

Mais avec l'été 1915, la situation économique s'aggrave. La France s'installe durablement dans la guerre. La crise monétaire fait alors son apparition réelle. Une seconde émission de coupures est envisagée

2) Une monnaie de cours

Durant le mois de juillet 1915, le ton va crescendo : « difficultés très graves qu'éprouve le commerce de détail de notre région du fait de la pénurie de billon, bronze et nickel » – « cette pénurie ne fait que s'accroître, et la situation devient critique » –, « la situation s'est encore aggravée, et quelques uns de nos ressortissants en sont réduits, pour faire la paie, à des expédients qu'on ne peut prolonger »⁷. Face à cette dégradation de la situation, la Chambre de commerce de Lyon se tourne tout naturellement vers la Banque de France, car « il est de la plus grande urgence que des envois importants (plusieurs millions) de monnaies division-

⁴ Lettre CCL au directeur de la Compagnie des tramways de Lyon à Neuville, 19 septembre 1914.

⁵ En décembre 1915, le maire de Couzon souligne encore la difficulté, pour les habitants des communes rurales, d'échanger les billets de 1F hors d'usage – Lettre à la CCL, 27 décembre 1915.

⁶ « Notre Chambre se propose de retirer de la circulation des billets trop usagés, sans les remplacer par des billets neufs dont l'émission serait trop coûteuse. D'ailleurs la monnaie paraît plus abondante et les besoins que nous avons dû satisfaire en émettant nos coupures paraissent moins urgents » – Lettre CCL à la Chambre de commerce de Gap, 21 juin 1915.

⁷ Lettre de l'administrateur délégué du Grand Bazar à la CCL, 6 juillet 1915 – Lettre CCL au directeur du mouvement général des fonds du ministère des Finances, 27 juillet 1915 – Lettre CCL au directeur du cabinet du ministre des Finances, 2 août 1915.

naires avec des pièces de billon soient effectués au plus tôt »⁸. Le préfet du Rhône, le maire de Lyon, les sénateurs et députés, le président du Conseil général du Rhône, le président et 1^{er} vice-président de la Chambre de commerce de Lyon, tous font du lobbying auprès de la Banque de France et du ministère des Finances à Paris. Ces demandes sont relayées par les syndicats patronaux lyonnais. Ils n'obtiennent, pourtant, qu'un envoi de 2 fois 20.000 francs en pièces de 0,50F, quand les besoins sont estimés à 3 millions. Cette fin de non-recevoir, ou presque, s'accompagne d'une incitation forte à renouveler l'opération d'émission de coupures : « il nous engage à émettre des billets de 1 franc, et il nous dit que la Chambre de commerce de Lyon recevra prochainement une lettre lui disant qu'elle est autorisée à déposer des bons de la Défense nationale dans la proportion nécessaire à couvrir ses frais d'émission »⁹.

La Chambre de commerce prend, le 9 septembre 1915, une nouvelle délibération. Sa forme est totalement différente de la délibération antérieure du 14 août 1914. Cette fois, la Chambre de commerce agit sous la pression des événements, en situation de crise et d'urgence. « Depuis longtemps, le public et surtout le commerce de détail se plaignent de la raréfaction de la monnaie divisionnaire qui fait défaut de plus en plus, à tel point que les transactions se trouvent entravées sérieusement, que les détaillants refusent la vente plutôt que d'être obligés de rendre la monnaie. D'autre part, la paie des ouvriers est souvent empêchée, il est impossible aux chefs d'industrie de faire l'appoint exact du salaire de leurs ouvriers ».

Cette seconde émission comprend 2 millions en coupures de 1 franc, et 500 000 francs en coupures de 0,50 franc, à laquelle s'ajoute une émission complémentaire de 2 millions pour remplacer la première tranche de coupures émise en 1914. Le 18 décembre 1916, une nouvelle émission de 2 millions de francs est prévue : il s'agit d'une mesure destinée à accroître le nombre de billets en circulation, « manifestement insuffisant aux besoins du commerce lyonnais ». Le 13 décembre 1917, la Chambre de commerce se préoccupe d'assurer une nouvelle émission. A cette date, la valeur totale des coupures émises par la Chambre de commerce de Lyon s'élève à 12 millions. Le 27 mars 1918, une énième émission de 1 million de francs a été autorisée « en raison des demandes importantes des bases italiennes et américaines »¹⁰. Le 16 octobre 1919, une nouvelle émission de 4 500 000 francs est envisagée. Le 29 février 1920, 3 millions de francs de coupures sont de nouveaux votés, dont 1,5 million en coupures de 1 franc. Parallèlement, des délibérations de la Chambre portent sur le remplacement des coupures en mauvais état. En tout, 11 émissions de billets ont été effectuées entre 1914 et 1920.

Le 12 avril 1923, la Chambre de commerce de Lyon envisage, dans une dernière délibération, l'émission de 2 millions de francs en coupures de 25 centimes : « depuis fort longtemps, le commerce de Lyon se plaint de manquer de monnaie de billon. Les quantités de cette monnaie en circulation sont certainement insuffisantes, soit que les contingents prévus par les lois actuelles ne sont pas assez

⁸ Lettre CCL au directeur de la Banque de France, 2 août 1915.

⁹ Compte rendu de la visite du vice-président Ennemond Morel au directeur du mouvement général des fonds du 26 août 1915 (fonds « banque et finances », boîte 4, dossier 7 – archives CCL).

¹⁰ Lettre du directeur de la Banque de France à la CCL, 26 décembre 1918.

larges, soit que cette monnaie de billon soit thésaurisée par certains particuliers. Dans l'un comme dans l'autre cas, il importe à la Chambre de créer, pour ses ressortissants, une facilité indispensable aux relations commerciales ». Mais le ministère des Finances ne donnera pas son assentiment à cette ultime émission de billets. Le temps des monnaies de nécessité est révolu.

II. LA NATURE DES MONNAIES DE NÉCESSITÉ

Au-delà de la chronologie de l'émission des monnaies de nécessité, la question fondamentale est celle de la nature de cette forme de monnaie parallèle. Ainsi, trois aspects sont-ils particulièrement intéressants à relever : la couverture géographique du fait monétaire, la diversité des outils monétaires, le déplacement de la souveraineté de l'Etat¹¹.

1. La limitation territoriale

Les monnaies de nécessité ont un rayon d'action restreint, et n'ont cours que dans la circonscription de la chambre de commerce émettrice. Toutefois, leur validité peut être étendue, après accord entre les institutions consulaires. Dans ce cas, l'élargissement de la zone de validité démontre l'influence propre de la chambre de commerce émettrice, son crédit, la confiance qu'elle inspire, et surtout sa capacité à hiérarchiser un espace économique régional.

La Chambre de commerce de Lyon joue tout à fait ce rôle dans l'organisation et l'aménagement d'un tel espace régional. Elle gère déjà, grâce à la loi de 1898, des structures régionales regroupant des chambres de commerce autour d'un projet de défense des mêmes intérêts régionaux : tel est le cas de l'Office des transports du sud-est, dont le siège est au palais du commerce de Lyon. Toutefois, c'est un autre type d'espace régional qui se dessine avec les monnaies de nécessité : non pas un espace administratif, mais un espace financier, que seul l'importance des échanges économiques peut légitimer.

La circonscription de la Chambre de commerce d'Annonay est la première à être intégrée dans les limites du « territoire monétaire » de la Chambre de commerce de Lyon. Le département de l'Ardèche a toujours été, en effet, considéré comme appartenant à la région lyonnaise, car s'y trouvent des moulins et filatures de soies qui dépendent financièrement du marché de Lyon. De même, la région du Bas-Dauphiné se trouve dans la sphère d'influence de l'économie lyonnaise. Ainsi, la Banque du Dauphiné sollicite-t-elle la Chambre de commerce pour l'obtention de billets en septembre 1914. Il ne s'agit pourtant que d'une opération très ponctuelle, qui cesse lorsque la Chambre de commerce de Grenoble est, à son tour, en mesure d'émettre de la monnaie de nécessité. Les deux Chambres de commerce du département du Rhône, Tarare et Villefranche, sont naturellement incluses dans ces limites. Aux confins de la circonscription de Tarare, mais dans le département de la Loire, la Chambre de commerce de Roanne, dont l'activité économique est identique à celle de Tarare, fait appel à la Chambre de commerce

¹¹ Pour cette partie, je renvoie à l'étude de Jérôme Blanc (2000).

de Lyon, demandant son rattachement à Lyon plutôt qu'à Saint-Etienne, plus proche géographiquement et administrativement. On voit ainsi, se dessiner, très nettement, une région lyonnaise comprenant le département du Rhône dans son entier¹², et des zones plus ou moins proches, mais toutes intégrées dans l'industrie textile. Cette région lyonnaise a toutefois des bornes géographiques. Aucune demande n'émane de l'est et du nord-est : l'Ain, région rurale, ne recherche pas les billets lyonnais. Au sud, Lyon refuse d'élargir la zone de circulation de ses coupures à la circonscription de Valence, malgré les demandes¹³.

La diffusion de ces coupures suggère une autre carte des flux commerciaux : la permanence de la vallée du Rhône, comme grand couloir des échanges économiques et des mouvements de population entre Lyon et le port de Marseille. L'importance des relations entre ces deux villes amène les deux Chambres de commerce à instaurer un compromis non-légal de reconnaissance réciproque de la validité de leur propre monnaie de nécessité : « nous accepterions volontiers d'échanger vos coupures contre les nôtres, et nous vous demanderions alors qu'il en soit de même pour les nôtres à Marseille. Mais il semble, monsieur le ministre ayant prévu dans son autorisation que la circulation des coupures devait rester limitée à la circonscription, qu'il n'y aurait peut-être pas lieu de mettre des avis dans la presse à ce sujet afin d'éviter que le public pense que les coupures de nos Chambres ont régulièrement cours dans les deux circonscriptions »¹⁴.

2. L'outil monétaire

A Lyon, la Chambre de commerce n'a émis que des billets. Car, « l'idée de pièces divisionnaires ne saurait être envisagée, d'autant plus que jusqu'à présent, c'est l'Etat qui a conservé le droit de frapper de la monnaie métallique »¹⁵.

Des tentatives d'élaboration de monnaies auxiliaires, sous forme de tickets ou jetons, ont toutefois étaient menées, dans un cadre privé, en dehors de l'appui et de la reconnaissance de la Chambre de commerce. Des industriels et des commerçants ont tenté l'expérience afin de résoudre leurs besoins propres. A l'exemple des commerçants de quartiers regroupés en vue d'émettre des tickets valables pour tous les commerces affiliés au cercle. C'est une démarche de fidélisation de la clientèle, qui a l'apparence d'un acte commercial plutôt que d'un acte financier, et qui est dénoncé comme « concurrence irrégulière »¹⁶. La même année, et dans des circonstances similaires, la Compagnie OTL suggère d'émettre un numéraire nouveau, « créé à titre provisoire »¹⁷ : cela n'aura pas de suite. La mairie de Lyon préconise, également, la possibilité de frapper des jetons de monnaies.

¹² « Mon service central a décidé que les gares situées dans le département du Rhône pourront accepter les billets de 0,50 émis par la Chambre de commerce de Lyon » – Lettre de l'inspecteur général de la Compagnie PLM à la CCL, 19 février 1916.

¹³ Lettre CCL à la Chambre de commerce de Valence, 12 février 1915.

¹⁴ Lettre CCL à la Chambre de commerce de Marseille, 9 octobre 1914. Aucune archive consulaire ne permet, toutefois, de mesurer le nombre de coupures présentées respectivement à Lyon et à Marseille.

¹⁵ Lettre CCL au directeur de la Société électro-métallurgiste française, 24 août 1914.

¹⁶ Lettre CCL au ministre du Commerce, 3 juillet 1916.

¹⁷ Lettre du maire de Lyon à la CCL, 13 septembre 1916.

Par ces différentes propositions et réalisations se dessinent des strates dans le système monétaire : une monnaie nationale émise par l'Etat ; une monnaie de nécessité émise par la chambre de commerce, mais reconnue par l'Etat, et ayant cours légal. Une monnaie de nécessité, circulant dans un cercle très restreint et non reconnue en dehors de ce cercle.

3. Les relations avec l'Etat

A travers la mise en place de la réalisation des monnaies de nécessité, se joue aussi une répartition des pouvoirs et leur légitimation dans le champ économique. Ainsi, entre 1914 et 1915, s'est-il produit une rupture importante dans la souveraineté de l'Etat en matière monétaire : le passage d'une monnaie de circonstance à une monnaie officialisée. Cette évolution est perceptible dans le discours de la Chambre de commerce de Lyon.

En août 1914, l'initiative de l'émission de coupures semble émaner de la seule Chambre de commerce¹⁸. De fait, la Chambre est obligée d'attendre une autorisation des ministères des Finances et du Commerce pour réaliser l'émission de coupures. « La chambre agit seule »¹⁹. Elle décide, seule, du modèle des billets (taille, graphisme, couleurs et choix de l'imprimeur). Elle en assure, également, la mise en circulation, aidée « gracieusement » par la Compagnie des agents de change de Lyon. La Banque de France à ce stade n'intervient pas : « elle se contente d'assurer la sécurité du dépôt »²⁰.

Il faut attendre le 30 août 1915 pour qu'une circulaire du ministère du Commerce précise les modalités d'encadrement d'une telle émission et, en particulier, les dispositions financières qu'elle implique. Faculté est désormais accordée aux chambres de commerce de convertir une partie du fonds déposé à la Banque de France en bons de la Défense nationale : le but est d'alléger les charges qui pèsent sur les chambres de commerce, et de rendre l'opération productrice d'intérêt. Le tout pour inciter les chambres à remplacer des bons hors d'usage, par des émissions de renouvellement, et à poursuivre leur émission de nouvelles coupures. Cette circulaire fait des chambres de commerce un élément incontournable de la politique monétaire du gouvernement.

A partir d'octobre 1915, la Banque de France assure, dans les bureaux de sa succursale, pour le compte de la Chambre de commerce de Lyon, la mise en circulation des billets. Durant l'année 1917, les coupures de la Chambre de commerce de Lyon sont imprimées sur un papier filigrané fabriqué par les fournisseurs de la Banque de France²¹. La différence entre la monnaie d'Etat et la monnaie de nécessité consulaire consiste dès lors en une différence d'impression : une impression typographique pour la première, une impression lithographique pour la seconde. En outre, la Banque de France devient l'interlocuteur privilégié de la chambre : parce qu'elle gère les réserves de coupures, elle indique désormais à la

¹⁸ Même si la Chambre avoue avoir « été encouragée par la caisse publique de la Banque de France ». Lettre CCL au président du conseil d'administration de la Compagnie du tramway de Lyon à Neuville, 24 septembre 1914.

¹⁹ Lettre CCL à la Chambre de commerce de Béziers, 1^{er} septembre 1914.

²⁰ Délibération CCL du 3 décembre 1914.

²¹ Imprimerie B. Araud à CCL, 12 octobre 1917.

chambre de commerce quand il faut assurer une nouvelle émission. Enfin la circulaire ministérielle du 30 septembre 1917 permet le versement par le Trésor d'un intérêt de 2% sur les sommes placées dans les comptes courants « en vue de couvrir toutes les dépenses d'entretien, de vérification, de remplacement des coupures ». L'assimilation à la monnaie d'Etat est quasiment achevée.

CONCLUSION

« Les institutions consulaires sont ressorties de la guerre dans une position renforcée. Elles ont été investies d'une véritable délégation du pouvoir de l'Etat : le droit de battre des monnaies »²².

Ce droit reconnu par l'Etat d'émettre des monnaies a eu un impact important sur l'évolution interne des chambres de commerce. En premier lieu, il a conduit, presque naturellement, à une insertion plus grande dans les réseaux administratifs et publics. Les chambres de commerce sont devenues un rouage incontournable dans l'organigramme de l'organisation économique du pays. Mais, en même temps, elles ont été amenées à concentrer leurs actions et leurs préoccupations sur l'économie locale, et donc à désertir progressivement le champ d'intervention des intérêts généraux. Ce repositionnement implique en retour une nouvelle forme d'institutionnalisation : pour les chambres de commerce, cela se concrétise par un renforcement des services aux entreprises régionales, par un accroissement du personnel, et par une perte d'influence de leurs représentants.

BIBLIOGRAPHIE

Blanc, Jérôme, *Les monnaies parallèles : unité et diversité du fait monétaire*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Bouchardeau, Philippe, *Histoire de la Chambre de Commerce de Valence*, Tome 2 : *L'action consulaire de 1879 à nos jours*, Université Grenoble/CCI Drôme, 1988.

²² Bouchardeau (1988), p. 157.